
Naissance d'un réseau local : entreprises durables 77

Seine-et-Marne Développement (Agence pour le développement économique de la Seine-et-Marne) lance la démarche PME & Développement durable en 2006. Ce programme est gratuit pour les entreprises désirant faire du développement durable un vecteur de réussite et de pérennité de leur activité. Il a été financé initialement par un partenariat public (co-financement par les services de l'Etat, ADEME, fonds FEDER...).

Les entrepreneurs peuvent reconduire leur participation d'une année à l'autre et échanger des informations techniques. Plusieurs ont pris contact avec leurs collectivités pour faire progresser l'Agenda 21 local. Les participants les plus impliqués travaillent à la création d'un système de parrainage des TPE pour les appuyer techniquement et humainement. A partir de 2014, les partenaires publics continueront de soutenir le réseau mais son financement devra être assuré principalement par les entreprises. Il est également ouvert à un panel plus large de partenaires (CCI, collectivités). [vérifier si la transition a bien eu lieu]

Le réseau BALLE : lorsque l'union des entrepreneurs fait la force du local

Créé depuis une dizaine d'année, le réseau BALLE (Business Alliance for Local Living Economies) est le plus grand mouvement d'entrepreneurs locaux d'Amérique du Nord. Leur vision ? « créer en une génération un réseau mondial d'économies locales interconnectées, qui fonctionnent en harmonie avec la Nature, afin de favoriser une vie saine, prospère et joyeuse pour tous ».

Il regroupe aujourd'hui 35 000 entrepreneurs répartis en 80 réseaux et représentent 450 000 emplois. Le réseau élabore des outils permettant aux collectivités et aux entrepreneurs de calculer les opportunités locales pour créer des emplois, relocaliser la finance et créer des systèmes locaux de nourriture.

Source : <http://www.colibris-lemouvement.org/revolution/localiser-leconomie/des-exemples-pionniers-economie/le-reseau-balle-la-revolution-0>

Le village de Correns : Un Agenda 21 débouchant sur un système d'alimentation territorialisé

Correns, modeste village du sud de la France, avec ses 900 habitants témoigne aujourd'hui d'une étonnante vitalité. Elle le doit à sa démarche Agenda 21 qui a permis aux acteurs impliqués dans le développement de la commune de mettre en œuvre de nouvelles pratiques de travail et le développement d'actions plus collectives : aménager des terrains pour des jardins collectifs bio, développer la diversification des cultures et favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs, développer les activités d'exploitations responsables des espaces forestiers, développer et maîtriser un tourisme « vert », responsable et rural, développer une chaufferie bois sur la commune, rapprocher la consommation et la production responsable...

Une association citoyenne est aujourd'hui chargée de développer et gérer les actions de l'Agenda 21, le plus souvent en synergie et avec l'aide de la municipalité, du Département ou de la Région. Elle est issue de la dynamique lancée par les agriculteurs du village s'étant convertis en même temps à la culture biologique. Ouverte à l'ensemble des habitants du village, elle coordonne à ce jour 14 projets : jardin communautaire, AMAP bois, publication d'un livre sur le patrimoine culinaire du village...

Source : les systèmes alimentaires territorialisés en Méditerranée - Journal resolis n°12 (juillet 2016)

La Ferme Biologique du Bec Hellouin: des résultats encourageants pour la productivité du maraîchage biologique

La Ferme Biologique du Bec Hellouin en Normandie développe depuis 2007 un modèle de maraîchage original. L'espace est organisé selon les principes de la permaculture. Les techniques employées relèvent du maraîchage biointensif. La Ferme a été installée sur des sols pauvres et sa surface est réduite. Elle est très peu mécanisée et elle valorise ses productions en circuits courts.

L'expérience acquise au fil des ans et suivie scientifiquement par l'INRA (Institut National pour la Recherche Agronomique) montre la viabilité économique de ce type de ferme. 32 000 € de fruits et légumes produits sur 1000 m² la première année, 39 000 € l'année suivante et 54 000 € celle d'après. Elle montre qu'en faisant tout à la main sur une petite surface, il est possible de produire la même quantité de denrées que sur un territoire 10 fois plus grands à l'aide d'un tracteur. Elle ouvre l'espoir de l'installation de micro-fermes très productives un peu partout.

Ma planète alimentaire : mettre en réseau les professionnels et les consomm'acteurs

Basé à Moréac dans le Morbihan, ce réseau accompagne les professionnels (des producteurs, des artisans, des restaurateurs) dans l'amélioration de leurs pratiques, leur communication et leur visibilité auprès du grand public, tout en développant le tissu local et les approvisionnements de proximité.

Le site internet www.maplanetealimentaire.fr propose un moteur de recherche pour trouver près de chez toi un restaurateur, un producteur, un artisan ou un atelier culinaire.



Scopéli bouscule le supermarché

Un supermarché proposant des produits bio à des tarifs bas, tout en garantissant un juste prix au producteur, c'est possible ? Oui avec un modèle où les copropriétaires du magasin sont les clients qui participent à son fonctionnement afin de réduire les charges liées au personnel.

Le supermarché de la coopérative Scopéli dans la métropole nantaise suit ce modèle et vise une ouverture fin 2017. Il proposera entre 5 000 et 8 000 références de produit en alimentaire, cosmétique, entretien et consommables.

Du bio pour l'essentiel, vendu de 15 à 40% moins cher que dans une enseigne spécialisée, et du local autant que possible.

Chaque client devra acquérir une part sociale (de 10€ à 50€ selon la situation professionnelle) et s'engager à travailler bénévolement trois heures par mois. Des formations courtes sont prévues pour les bénévoles (mise en rayon, tenue de la caisse, livraison, commandes...). 6 à 7 salariés seront recrutés pour encadrer ces employés ps comme les autres, lesquels seront jusqu'à 70 par jour.

Début octobre 2016, 600 adhérents sur les 2 000 nécessaires à la viabilité du projet. Le coordinateur de Scopéli estime que le cap sera franchi au printemps 2017.

Des contrats longue durée seraient signés avec es maraîchers et producteurs afin de leur donner de la visibilité.

Source : article dans le journal ? du 3 octobre 2017
